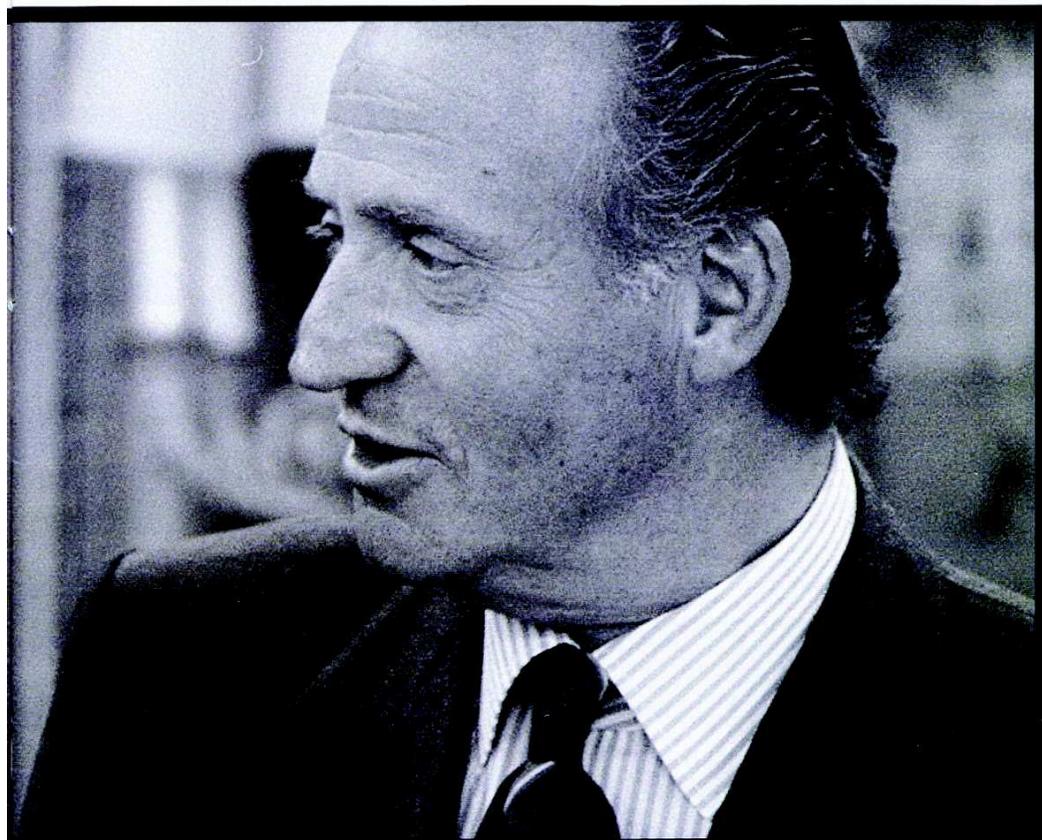


■ Abdellatif Filali et Juan Carlos d'Espagne. L'ancien diplomate de Hassan II a un tropisme prononcé pour la Monarchie espagnole.



Les secrets de Filali



DANS SON OUVRAGE « LE MAROC ET LE MONDE ARABE », L'ANCIEN PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES RELATE LES ÉVÉNEMENTS QUI ONT LE PLUS MARQUÉ SA CARRIÈRE AUX CÔTÉS DE MOHAMMED V PUIS DE HASSAN II.

Par Amina Boubia
Photos Mohammed Maradji

C'est une véritable première au Maroc, qu'un politique de l'envergure d'Abdellatif Filali publie ses mémoires. Et les anecdotes qu'ils racontent sont pour le moins croustillantes, transportant le lecteur dans l'Espagne de Franco puis de Juan Carlos, dans la France de Pétain puis de de Gaulle, en Algérie, en Tunisie, au Moyen-Orient, et jusqu'en Iran. Mais au-delà de cet aspect autobiographique, l'auteur, aujourd'hui âgé de 79 ans, révèle en toute sincérité, d'un ton parfois même naïf, ses réflexions personnelles sur l'état actuel du Maroc en particulier et du monde arabe en général. Pour autant, Filali ne se départit jamais de la modération et de la retenue qui le caractérisent, notamment à l'égard de la famille royale. À plusieurs reprises, le lecteur aura ainsi l'impression de rester sur sa faim, pressentant que, ça et là, l'auteur aurait pu préciser telle idée et pousser plus loin telle critique. Filali reste et restera donc un homme du sérail. Ce qu'on retiendra finalement de cette entreprise unique à ce jour dans l'histoire du Maroc ? Un idéaliste, voire un romantique qui se remémore sans cesse

→ l'Âge d'or du monde arabe, regrettant avec amertume le manque d'unité d'action des dirigeants actuels et leur fâcheuse tendance à éviter les réformes nécessaires à une réelle démocratisation... mais qui préserve quelque part une lueur d'espoir pour les générations à venir.

Beaucoup de silences

L'ouvrage de l'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères marocain Abdellatif Filali vient tout juste de paraître. Très attendu depuis quelque temps déjà, le livre suscite de suite une grande curiosité. Et pour cause. Il est rare, très rare dans le monde arabe qu'un homme ayant occupé des postes de cette responsabilité dans les hautes sphères de l'État s'aventure à écrire par la suite sur son expérience dans ce milieu. Au Maroc en tous les cas, il s'agit d'une première qui mérite d'être relevée, et qui encouragera éventuellement d'autres personnalités à emprunter cette voie.

Un avertissement toutefois à ceux qui pensent trouver dans cet ouvrage de grandes révélations sur la vie privée d'Abdellatif Filali et de sa famille. Ce livre est loin d'être une autobiographie. Il contient des éléments autobiographiques, certes, mais il s'agit bien plus de mémoires. Tout au plus, le lecteur pourra remarquer la dédicace faite à son épouse



■ Dans ses mémoires, Filali a maintenu sa réserve sur le régime de Hassan II. En bas, le premier gouvernement de Mohammed V dont il sera chef de cabinet.

italienne, Anne, ainsi qu'à ses deux enfants en début d'ouvrage. Quant à l'affaire toujours très présente à l'esprit des Marocains qui avait éclaté en 1999 autour de son fils Fouad Filali, il n'en est fait aucune mention. Fouad Filali, alors patron de l'ONA, avait été limogé sans ménagement après avoir divorcé de la princesse Lalla Meriem. Quelques jours après le

limogage de son fils, Abdellatif Filali démissionnait de son poste de ministre des Affaires étrangères. Mis au placard, il s'exilera à Paris, où il vit encore aujourd'hui. Pour en revenir au livre, c'est tout juste si l'auteur mentionne au détour d'une anecdote l'accueil par « la princesse Lalla-Myriam et son mari » de la fille du président iranien Rafsandjani en visi-

te au Maroc. Difficile de faire plus réservé.

On retrouvera cette même retenue de l'auteur en ce qui concerne les quatre années passées de 1994 à 1998 à la tête du gouvernement, à la fin du règne de Hassan II. Se focalisant, comme le sous-entend d'ailleurs le titre, sur ses expériences en tant que diplomate, Filali évoque à peine cette période pourtant importante de sa vie. A rappeler ici qu'Abdellatif Filali a été le Premier ministre de la jonction au moment de l'instauration de l'alternance, celui-là même qui passera la main à Abderrahmane Youssoufi – exilé entre-temps à Paris lui aussi – en 1998. Cet aboutissement tout de même majeur dans l'Histoire du Maroc est passé sous silence par l'auteur. Pourtant, bien des réalisations sont portées à son crédit. Parmi elles, les privatisations qui ont façonné le libéralisme économique du Maroc d'aujourd'hui. Abdellatif Filali a toujours été perçu comme un homme d'apaisement, un démocrate acquis à la culture du dialogue, pacifique et tempéré, refusant les sorties fracassantes. Il a prouvé à plusieurs reprises son refus de l'arbitraire et de l'injustice, s'engageant par exemple en faveur de la liberté d'expression alors que plusieurs journaux étaient menacés d'interdiction au cours de son mandat. De fait, il bénéficie d'un crédit de sympathie certain au sein de la sphère politique. Dans la préface de l'ouvrage rédigée par le socialiste et ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine, ce dernier confirmera cette image positive du personnage. Enfin, il ne faut pas s'attendre non plus à trouver dans l'ouvrage →

Hassan II : « je ne suis pas un diable »

J'étais à Madrid, avec Franco moribond à l'hôpital [...] le président du gouvernement espagnol, Carlos Arias Navarro, me convoqua à 5 heures de l'après-midi dans son bureau de la Castellana. Sur un ton dépassionné, il me dit que la décision du roi Hassan II de lancer cette « Marche verte » lui paraissait particulièrement inopportune car en pénétrant sur le territoire du Sahara occidental, ces milliers de Marocains allaient inévitablement s'affronter avec l'armée espagnole et il ne voyait pas comment éviter des tirs, des morts et une situation de guerre entre le Maroc et l'Espagne. [...] Le Caudillo à l'hôpital – c'était le prince d'Espagne Juan Carlos, à qui il venait de téléphoner, qui assurait l'interim du chef de l'Etat. « Nous n'avons pas de solution et nous ne savons que faire », me dit-il, en précisant que le prince lui avait chargé de me demander si j'étais prêt à me rendre le soir même, en compagnie du ministre à la présidence chargé du Sahara, Antonio Carro pour un entretien avec le roi Hassan II. [...] En accueillant Antonio Carro en espagnol – une langue qu'il parle fort bien – le roi lui dit : [...]

ge? – Vous avez décidé la Marche verte qui devait commencer ce matin à 8 heures. Mais la guerre est impensable. Comment imaginer que l'armée va tirer sur des civils? Alors que l'Espagne doit affronter la maladie de Franco, le prince vous demande de voir ce qui peut être fait entre nous, de façon amicale.

Pendant deux ou trois minutes, Hassan II resta silencieux puis il demanda à l'Espagnol : – Cela vous gêne-t-il que je fume une cigarette, quoique cela ne soit pas dans mes habitudes de fumer lorsque je reçois quelqu'un? puis il alluma une cigarette et il dit : – Monsieur le ministre, vous avez parlé le langage du bon sens. Le prince, qui est un ami personnel et qui se trouve chez vous aux commandes de l'Etat, vous a chargé d'une mission extrêmement importante.

Des hier soir, nous avons décidé d'attendre puisque la Marche verte n'a pas commencé à entrer sur le territoire du Sahara. Vous ferez part au prince Juan Carlos des sentiments que j'ai pour lui, et vous lui direz en arrivant à Madrid que j'ai arrêté la Marche verte. – Vous voyez, dit-il encore au ministre, que je ne suis pas un diable et que je ne suis pas partisan de faire la guerre.

– De quel message le prince vous a-t-il char-

Mohammed V : « Je ne suis pas un dictateur »

« Tu vois ce dossier, me dit-il. Il porte sur l'intégration de la zone internationale de Tanger au Maroc. Le nouveau gouvernement [ou la gauche était majoritaire depuis les élections qui avaient vu la division de l'Istiqlal, avec Ben Barka, Boutabid et Abdallah Ibrahim comme président du gouvernement] y a joint un mémorandum demandant que Tanger et sa région soient constituées en une province identique aux autres provinces marocaines. »

Et le roi de me confier ce dossier en me donnant dix jours pour l'examiner attentivement avant de lui dire ce que j'en pensais. Ce que je ferai cinq ou six jours plus tard en lui expliquant mon hostilité à la solution retenue par le gouvernement, avec les arguments suivants : l'étranger avait su tirer parti en son temps de la zone internationale de Tanger, au Maroc d'en profiter à son tour, en conservant une zone franche où les banques et les offices de changeurs pouvaient prospérer et qui, à défaut de pouvoir rester à Tanger, iraient s'établir à Gibraltar et à Ceuta. Manifestement très embarrassé, le roi me dit : « Filali, je ne suis pas un dictateur. Cela n'a jamais traversé mon esprit. Les politiques ont pris leurs responsabilités dans cette affaire. Ils ont la majorité. Qu'ils fassent donc comme ils l'entendent! ».



■ Juan Carlos, alors Prince des Asturies, en compagnie du général Franco, dont il héritera de l'épineux dossier du Sahara Occidental.

Hassan II n'aimait pas la contradiction

Tandis qu'il continuait à gouverner avec le dernier gouvernement de Mohammed V, Hassan II réfléchissait beaucoup mais ne se décidait pas immédiatement. Un jour, dans son bureau, il me dit qu'il préparait une constitution et que le Maroc devait rapidement entrer dans la modernité. Comme je n'étais pas d'accord, je dis au roi que cinq ans seulement après l'indépendance, il me paraissait difficile d'envisager une telle idée et que je ne sentais pas le pays mûr pour une telle initiative. Pourquoi? D'abord l'analphabétisme, hélas majoritaire, puis, à part l'Istiqlal, des partis politiques encore au berceau ou insuffisamment organisés, enfin le manque de cadres. Il me paraissait donc impossible de se lancer dans des opérations constitutionnelles. Le roi m'a bien écouté, mais il a gardé un silence dans lequel j'ai cru voir de la prudence.

pas la contradiction

En réalité, il avait décidé de suivre sa voie. Hassan II, au cours de son règne, n'a jamais aimé la contradiction. Je compris qu'avec son projet de constitution, il avait pris une décision sur laquelle il ne reviendrait pas, qu'il était décidé à régner et à gouverner en prenant lui-même toutes les décisions et sans accepter de contestation, et qu'il me fallait donc quitter le cabinet royal. Au Maroc, la situation politique n'était pas claire. Le roi fit adopter son projet de constitution par référendum puis les élections donnèrent naissance à une majorité un peu bizarre qui ne correspondait pas exactement à la réalité politique du pays. À partir de ce moment-là, ce fut une longue période d'instabilité politique. Le roi organisa le pouvoir, un pouvoir personnel mais tempéré, ce qui conduisit à une certaine tension dans le pays.

→ de Filali des révélations sur les rouages secrets du Palais. Là encore, l'auteur demeure très réservé et se comporte sans aucun doute en homme du sérail.

L'intérêt de l'ouvrage est ailleurs. L'auteur retrace les événements marquants de son parcours suivant une structure essentiellement géographique, tout en veillant constamment à rendre compte du contexte historique – ce qui entraîne quelques longueurs. Néanmoins, l'auteur, en tant qu'homme de terrain à l'âme bien trempée, agrémenté ses chapitres d'anecdotes pétillantes, qui donnent à l'ouvrage son originalité et sa légèreté.

Obnubilé par l'Espagne

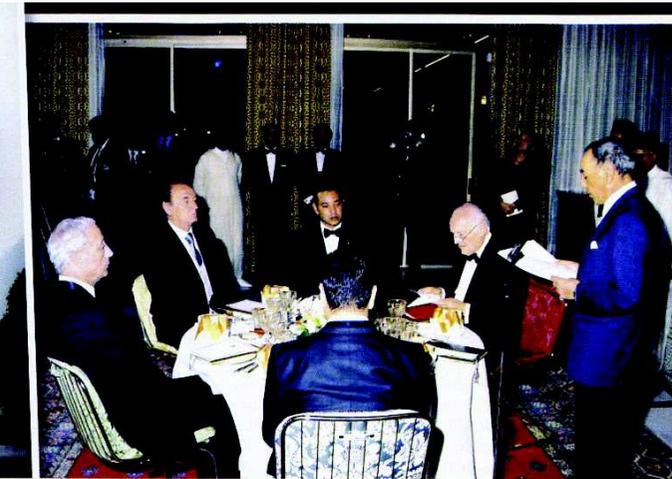
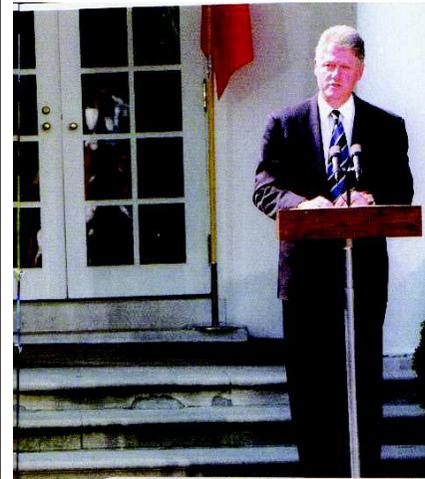
D'abord, Filali se penche sur le Maroc. Il retrace avec fierté l'histoire des différentes dynasties qui s'y sont succédé, mettant en avant le particularisme de ce pays plus orienté, selon lui, suivant l'axe nord-sud que vers l'orient. Suit une description très critique de la politique coloniale française. Lyautey n'y est d'ailleurs pas épargné. De façon générale, la dimension France-Afrique restera quasi-absente, Filali ayant une nette préférence pour les relations avec l'Espagne. Il citera le virage démocratique pris par Juan Carlos à la mort de Franco comme un modèle à suivre, le règlement pacifique de l'affaire de la « Marche verte », sans omettre toutefois le tort que cause l'Espagne au Maroc en refusant de restituer Ceuta et Melilla: « Ce qu'il est difficile d'admettre, c'est que l'Espagne, qui réclame à juste titre qu'on lui restitue Gibraltar, refuse de son côté de rendre au Maroc Ceuta et



Melilla, alors que l'Angleterre a plus de titres à conserver le rocher dont elle a obtenu le contrôle au traité d'Utrecht en 1713, après la guerre de la Succession d'Espagne, que Madrid n'en a au Maroc où sa présence ne relève que du fait accompli. » Suivant une lecture très passéiste d'un développement économique basé sur l'agriculture puis sur l'industrie, Filali vante la politique agricole et la construction des barrages menées par Hassan II en dépit du



EXTRAIT
Le Maroc et Le monde arabe,
Abdellatif Filali. Seuil, 2008



Un homme du sérail

ABDELLATIF FILALI est né à Béni Mellal le 26 février 1929. Il vit en famille jusqu'au bac en 1949. Son père, Thami Filali, fut cadi à Béni Mellal. Le jeune Filali poursuit des études secondaires au collège Moulay Idriss à Fès et des études supérieures de droit et d'économie à Paris. En 1956, il obtiendra un doctorat. Sa thèse sur la nationalité marocaine lui vaudra une mention très bien. Il passera son agrégation en droit public. Il sera attaché au CNRS dans l'équipe du professeur d'économie François Peroux. Entre temps, le Maroc accède à l'indépendance. De passage à Paris, le ministre des Affaires étrangères de Mohammed V, Ahmed Balafrej, demande à Filali de rentrer au Maroc et le convainc de renoncer à poursuivre la préparation de l'agrégation pour intégrer, en tant que ministre plénipotentiaire, le ministère qui ne comptait alors qu'une vingtaine de fonctionnaires. Il ne quittera cette administration que 46 ans plus tard lorsqu'il prendra sa retraite. Filali accompagnera Balafrej à New York pour l'admission du Maroc aux Nations unies. Pendant trois mois, il participe aux négociations avec la France et avec l'Espagne avant d'être nommé en mars 1958 chargé d'Affaires aux Nations Unies et consul général à New York, en pleine guerre d'Algérie. Rappelé au Maroc à la fin de 58 pour diriger la délégation marocaine à une Commission chargée de discuter avec les Français du sort de Ben Bella et de ses compagnons arraisonnés par les

autorités françaises lors d'un voyage en avion Rabat-Tunis... Quelques mois plus tard, il est nommé chargé d'affaires à Paris avec la mission de travailler à rétablir avec l'administration française des relations de bonne qualité. Lors d'une réception du corps diplomatique, le général De Gaulle le charge d'un message d'amitié pour le roi Mohammed V en sa qualité de compagnon de la Libération. Lorsque Ben Bella et ses compagnons sont ramenés de l'île d'Yeu sur le continent, Filali les verra régulièrement jusqu'à leur libération et leur retour au Maroc où, Mohammed V étant mort, c'est le jeune Hassan II qui les recevra. Il va passer quatorze ans à la tête des Affaires étrangères, y compris les années pendant lesquelles il dirigera le gouvernement marocain, du 3 décembre 1997 jusqu'au 8 avril 1999, trois mois avant la mort d'Hassan II. Il sera de mieux en mieux introduit auprès des grands de ce monde, Reagan aux Etats-Unis, le roi Juan Carlos et Felipe Gonzalez en Espagne, Margaret Thatcher, Helmut Kohl et surtout François Mitterrand en Europe, et Mikhaïl Gorbatchev en URSS, ainsi que la plupart des dirigeants arabes au Moyen-Orient, sans oublier les Israéliens avec lesquels Hassan II, pour sa part, s'est toujours efforcé d'entretenir des relations de bonne qualité. Autres priorités de la diplomatie de Filali : les liens avec l'Europe et des relations particulièrement étroites avec Jacques Delors, président de la Commission pendant dix ans de 1984 à 1995. ■

■ De gauche à droite. Hassan II à la Maison Blanche, avec Bill Clinton. Donnant un discours lors d'un dîner diplomatique au Palais Royal de Rabat. Filali décrira sa passion pour les relations internationales.

BIO EXPRESS

- 1929 Naissance à Béni Mellal.
- 1981 Ministre de l'Information.
- 1985 Ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'information.
- 1994-1998 Premier ministre.

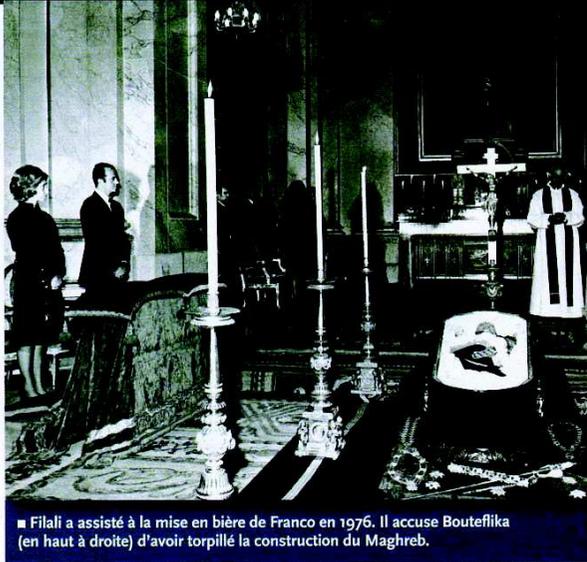
désaccord avec le FMI et la Banque mondiale, avant de dénoncer le fléau de l'analphabétisme, du chômage et de l'émigration clandestine. Il ne manque pas de rappeler ici que « l'Europe a une part de responsabilité » et qu'« elle devrait consentir un effort plus important que celui qu'elle fait aujourd'hui ».

Ensuite, l'auteur passe aux autres pays du Maghreb. Et, lorsqu'il traite de l'Algérie, il n'y va pas de main morte. Pour Filali, il ne fait aucun doute que l'Algérie a créé « de toutes pièces le problème du Sahara occidental » et qu'elle est l'unique responsable de l'absence d'un Maghreb arabe uni. Ce sentiment d'amertume est aggravé par le fait qu'une fois l'indépendance acquise, le Maroc a soutenu, avec la Tunisie, les révolutionnaires algériens dans leur lutte contre la colonisation française. Un soutien dont Filali est un témoin privilégié, puisqu'il a entretenu continuellement de bons rapports avec Ben Bella et ses compagnons. Lorsqu'il traite de la Tunisie, l'auteur loue les acquis de Bourguiba dans l'éducation et le statut des femmes, pour critiquer la politique de Ben Ali qui s'oriente vers une présidence à vie, « encore un mal

EXTRAIT
Le Maroc et Le monde arabe,
Abdellatif Filali. Scali, 2008

Il faut aider Mohammed VI

Le Maroc aujourd'hui doit s'organiser différemment. Il doit d'abord achever sa démocratisation qui lui vaudra des amis pour le défendre. Pour cela, il a besoin de partis politiques compétents et organisés. Ce sont eux qui gouverneront demain un pays qui a besoin de son élite. Voilà le Maroc de demain. Il doit adhérer à une société démocratique sans oublier le rôle que l'État continuera à jouer. S'il ne suit pas cette voie, je crains qu'il ne navigue dans une vision irréelle du monde, alors que tout l'appelle à s'organiser librement, à s'ouvrir sur le monde extérieur et à pratiquer une coopération aussi large que possible avec l'Europe. Mohammed VI a commencé cette démocratisation. Il faut l'aider à poursuivre dans cette voie. L'unité du pays l'exige. Dans le cadre de cette monarchie constitutionnelle et consensuelle, le Maroc et son roi donneront l'exemple d'une société reconciliée avec elle-même et ouverte à une coopération exemplaire. Voilà comment je vois le Maroc de demain.



■ Filali a assisté à la mise en bière de Franco en 1976. Il accuse Bouteflika (en haut à droite) d'avoir torpillé la construction du Maghreb.



Filali défend le principe interventionniste du projet américain de « Grand Moyen-Orient »

→ arabe». Dans la suite de l'ouvrage, Filali aborde de tour à tour le Moyen-Orient et le problème israélo-palestinien, le rôle de l'Égypte de Nasser et de Sadate, le drame irakien de Saddam à aujourd'hui, ainsi que l'Iran et l'image particulière dont bénéficie la famille royale marocaine dans ce pays du fait de sa descendance de la famille du prophète.

À la dimension historique et autobiographique, l'auteur en ajoute une troisième. Filali ne pouvait s'empêcher en effet de donner son opinion sur l'état actuel du Maroc et du monde arabe.

Entre espoirs et illusions

C'est ainsi qu'à plusieurs reprises dans son livre, il insiste sur la nécessité de démocratiser l'ensemble de la région: «Il n'y aura pas de changement sans une démocratisation rapide de la société arabe.» Cependant, les références concrètes au règne de Mohammed VI restent limitées et leur contenu manque

de consistance. Interrogé directement sur ce qu'il pensait de l'évolution du processus de démocratisation au Maroc depuis l'instauration de l'alternance en 1998, l'auteur a précisé: «Je pense effectivement qu'il y a eu un recul. La préparation de l'alternance, c'est Hassan II qui l'a faite. Moi-même, j'ai appuyé cette idée avec quelques autres personnes pour changer les visions du Maroc de demain. Mohammed VI a bien commencé. Il a appuyé l'idée de la démocratisation du pays et des droits de l'homme, mais il faut continuer sur cette voie, car, pour l'instant, on a l'impression que ça stagne.»

Par ailleurs, les conclusions que tire l'auteur en fin d'ouvrage sur les moyens de parvenir à cette démocratisation et à cette unité d'action au sein du monde arabe semblent contradictoires. D'une part, Filali défend le principe interventionniste du projet américain de «Grand Moyen-Orient» lancé par l'administration Bush à la suite du 11 septembre 2001. Pour lui, il est en effet regrettable que ce projet ne soit plus d'actualité,

et, dans cette même perspective, il critique une attitude trop passive à son goût des Européens, «trop respectueux des autorités en place», partant du principe d'une démocratisation issue des pays mêmes. D'autre part, et c'est là que le contraste est frappant, partant du fait que le projet de Grand Moyen-Orient n'est plus, Filali appelle les peuples arabes à se prendre en charge eux-mêmes comme ils l'ont si bien fait pour obtenir l'indépendance, afin de parvenir cette fois-ci à mettre en place de véritables démocraties.

De plus, concernant sa position à l'égard du monde arabe, là encore, l'auteur hésite. Interrogé sur l'avenir de cet ensemble, Filali répète que «le monde arabe est une fiction». Mais, refusant de s'arrêter à ce simple constat d'échec, il ajoute: «Normalement il doit exister. Il a existé. À un moment donné, c'était la plus grande puissance mondiale, du temps des Abbassides. Il faut qu'il retrouve son passé dans l'avenir mais avec des idées nouvelles. C'est aux nouveaux dirigeants, et j'espère qu'il y en aura

L'argent algérien

EXTRAIT

L'Algérie fournissait aux Sahraouis tout leur matériel et faisait vivre ces milliers de gens chez elle, ce qui lui coûtait de l'argent. Elle finira par créer le 27 février 1976 ce qu'elle a appelé la République arabe sahraouie démocratique qu'elle a immédiatement reconnue comme représentant le peuple sahraoui et fait recon- naitre par un certain nombre de pays. Avec de l'argent, que ne peut-on pas faire? Lorsque je pense à ce Sahara, je ne peux m'empêcher de me demander: quels voisins le Bon Dieu a-t-il donné au Maroc? Comment est-il possible que des gens qui ont vécu pendant des siècles comme des frères, en obéissant aux mêmes principes religieux et à une certaine règle que les Arabes ont toujours respectée, comment ces gens ont-ils pu changer en l'espace de quelques années après leur indépendance, en toute complicité avec un vrai coloni- sateur qui continue par ailleurs à occuper une partie du Maroc? Comment expliquer que l'Algérie, qui se vante d'être un grand défenseur de la décolonisation, n'ait jamais dit un mot sur la présence de l'Espagne à Ceuta et à Melilla? Comment ces gens qui, il y a quelques années encore, étaient en guerre contre la France, font-ils la guerre à l'un des pays qui les a le plus aidés pour leur libération? Comment regarder en face un responsable algérien? C'est impossible!



d'autres, avec de nouvelles idées, de remettre le monde arabe sur les rails. Les dirigeants actuels ne s'occupent pas du tout du monde arabe. Chacun s'occupe de son petit patelin.» Questionné également sur son avis quant à la montée en puissance des islamistes au Maroc, Filali affirme sans hésiter: «Ça dépend des islamistes. Il y a des islamistes valables, qui ne sont pas fous comme Ben Laden et sa bande.» Pour lui, le Maroc reste un pays musulman, dont la religion est l'islam et qui se doit donc

d'«appliquer la charia et les lois importantes de l'islam».

Plus que l'identité de l'acteur, il semble que ce soit le projet dont celui-ci est porteur qui intéresse le plus Filali. Quel qu'il soit, l'acteur légitime à ses yeux est celui qui parviendra à instaurer la démocratie et qui œuvrera pour le rétablissement d'une unité et donc d'une puissance arabe perdue. C'est là une vision naïve, idéaliste et pleine d'espoir à la fois. Une vision révélant un homme, qui,

au soir de sa vie, garde le sentiment d'avoir manqué quelque chose. La grille de lecture de l'auteur semble anachronique et émaner d'un temps révolu.

Remplacer la Ligue arabe fantôme par une intégration régionale économique et politique sur le modèle de l'Union européenne, voilà une belle idée. Retrouver «le passé dans l'avenir», pourquoi pas? Mais en attendant, ce passé nostalgique tout comme cet avenir restent bien lointains. ■



À partir du 28 Avril 2008
Finis les files d'attente

Pour le dépôt de vos dossiers de création d'entreprise
auprès du Centre Régional d'Investissement du Grand Casablanca
prenez rendez-vous sur le portail

Casainvest.ma

Procédure obligatoire à partir du 28 avril 2008